

**Crimée - Annexion illégale de la  
Crimée et de Sébastopol : l'UE  
proroge d'un an les sanctions**  
(Bruxelles, 18 juin 2018)

Le 18 juin 2018, le Conseil a prorogé jusqu'au 23 juin 2019 les mesures restrictives adoptées en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol par la Russie.

Les mesures s'appliquent aux ressortissants de l'UE et aux entreprises établies dans l'UE. Elles sont limitées au territoire de la Crimée et de Sébastopol. Les sanctions comprennent des interdictions portant sur :

- l'importation de produits originaires de Crimée ou de Sébastopol dans l'UE;
- les investissements en Crimée ou à Sébastopol, ce qui signifie qu'aucun Européen ni aucune société établie dans l'Union ne peut acquérir de biens immobiliers ou d'entités en Crimée, financer des sociétés de Crimée ou fournir des services connexes;
- les services liés aux activités touristiques en Crimée ou à Sébastopol, en particulier, les navires de croisière européens ne peuvent pas faire escale dans les ports de la péninsule de Crimée, sauf en cas d'urgence;
- l'exportation de certains biens et technologies destinés à des sociétés de Crimée ou à être utilisés en Crimée, dans les secteurs des transports, des télécommunications et de l'énergie et liés à la prospection, l'exploration et la production pétrolières, gazières et minières. Il est aussi interdit de fournir une assistance technique ou des services de courtage, de construction ou d'ingénierie liés à des infrastructures dans ces secteurs.

Comme il est indiqué dans la déclaration faite le 16 mars 2018 au nom de l'UE par la haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, l'UE demeure fermement attachée à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Quatre ans après l'annexion illégale de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol par la Fédération de Russie, l'UE réaffirme qu'elle ne reconnaît pas cette annexion et continue à condamner cette violation du droit international./.